



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 17 octobre 2022

Chine continentale

XXe Congrès du Parti

Ouverture du XXe Congrès du Parti communiste chinois par Xi Jinping le dimanche 16 octobre

L'objectif d'auto-suffisance de l'industrie et de l'innovation est réaffirmé

Confirmation de la feuille de route environnementale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Conjoncture : la publication du PIB pour le 3ème trimestre et des chiffres mensuels d'activités reportée à la veille de la date prévue

Banque et finance [\(ici\)](#)

Ouverture financière : la CSRC exemptera certains fonds communs de placement étrangers des règles sur la négociation d'actions A à court terme

Ouverture financière : la CBIRC autorisera les multinationales étrangères à créer directement des « sociétés financières internes » sur le continent, tout en durcissant les règles de gestion applicables à ce type de société, d'origine chinoise et étrangère.

Marché boursier : baisse du marché boursier avec des flux de capitaux transfrontaliers sortants

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : le Mondial de l'automobile de Paris 2022 illustre l'émergence des marques chinoises de véhicules électriques en Europe

Semi-conducteurs : un marché gris se structure en Chine, entraînant des distorsions sur les chaînes d'approvisionnement et des risques de défauts sur les produits

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Ecologie : à l'aube de la CoP 14 de la Convention RAMSAR, la Chine publie un plan national sur la protection des milieux humides

Énergie : publication d'un plan pour la normalisation dans le secteur de l'énergie

Transport aérien : les compagnies aériennes chinoises annoncent la réouverture de plusieurs fréquences internationales, mais les contraintes sanitaires demeurent

Actualités régionales ([ici](#))

Delta du Yangtsé : renforcement des zones de démonstration à faible émission de carbone

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Politique économique : le chef de l'exécutif John Lee annonce plusieurs mesures visant à lutter contre la pénurie de talents à Hong Kong à l'occasion de son premier discours de politique générale

Bourse : HKEX voit ses bénéfices se contracter de 28 % au T3-2022

Emploi : le taux de chômage baisse à nouveau en septembre, à 3,9 %

Taiwan ([ici](#))

Marché boursier : la valeur des transactions journalières en baisse sur les neuf premiers mois 2022

Finance: les trois banques internet enregistrent des pertes depuis leur création

Semi-conducteurs : le partenariat entre Foxconn et Vedanta se concrétise

Semi-conducteurs : le chairman de TSMC anticipe des temps difficiles pour la filière taiwanaise

Chine continentale

XXe Congrès du Parti

Ouverture du XXe Congrès du Parti communiste chinois par Xi Jinping le dimanche 16 octobre

Le dimanche 16 octobre, le Secrétaire Général et Président Xi Jinping a ouvert le XXe Congrès du PCC dans un discours aux forts accents idéologiques, réaffirmant la centralité de sa « pensée sur le Socialisme aux caractéristiques chinoises pour la nouvelle ère ». Faisant abstraction de la mauvaise passe économique actuelle, il a dressé un bilan positif de son action économique des dix dernières années comprenant notamment l'éradication de la pauvreté absolue (selon une métrique bien particulière), le doublement du PIB, la campagne anti-corruption (4,6 millions de membres du Parti visés par des enquêtes depuis 2012, dont 553 cadres de niveau vice-ministre et au-dessus).

Il a rappelé les défis auxquels la Chine fait face, parmi lesquels « l'insuffisante structuration idéologique au sein du Parti », l'environnement international fait de « vents forts, mers agitées et tempêtes dangereuses » avec des « tentatives externes de faire du chantage, de contenir, de faire blocus contre la Chine ». Il a également évoqué le besoin de sécurité sous de multiples facettes (alimentaire, des données, énergie, industrie - besoin de « chaînes de valeurs fiables ») et face aux crises financières, ainsi que des éléments plus traditionnels tels que les déséquilibres de la croissance, les insuffisantes capacités d'innovation, les inégalités interrégionales et le développement rural, la protection de l'environnement ou la corruption qui demeure.

Pour l'avenir immédiat, il a notamment réaffirmé la politique 0-Covid (décevant les quelques espoirs que les entreprises étrangères fondaient sur une réouverture rapide). Si l'ouverture de la Chine est mentionnée (foi dans la mondialisation, désir d'attirer des IDE et des talents), elle fait également abstraction de la fermeture *de facto* du pays et de la relative perte d'attractivité de la Chine auprès des entreprises et des particuliers. Le Secrétaire Général a rappelé le contrôle fort du Parti et de la sphère publique dans l'économie ; en définitive, l'économie semble considérée comme un outil pour la stabilité sociale et la puissance de la Chine à l'international.

Les observateurs relèvent que la prospérité commune, visant à remédier aux inégalités, semble devoir passer par une meilleure rémunération du travail. Il est rapidement évoqué une mobilisation d'outils fiscaux ou de redistribution ainsi que « l'ajustement des revenus excessifs » et la « régulation des moyens d'accumuler des revenus ». La promotion de la charité individuelle ou des entreprises demeure.

L'objectif d'auto-suffisance de l'industrie et de l'innovation est réaffirmé

Le président Xi Jinping a notoirement insisté sur le besoin de sécurité dans différents domaines, notamment les données et l'industrie (besoin de « chaînes de valeur fiables »), ainsi que la nécessité d'accroître les capacités d'innovation.

Plusieurs succès sont identifiés, parmi lesquels : les progrès dans les supercalculateurs (ciblés par les dernières restrictions des Etats-Unis), l'aviation civile (certification récente du C919), les technologies nucléaires ou encore les satellites. Xi Jinping a également confirmé la volonté chinoise de se positionner comme leader sur certaines technologies de rupture (intelligence artificielle, quantique), présentées dans des discours précédents comme des « technologies tueuses » (杀手锏技术) sur lesquelles la Chine pourrait exercer une pression sur les autres pays.

La Chine a « rejoint les rangs des innovateurs du monde » mais Xi reconnaît des chaînes de valeur insuffisamment résilientes (comprendre : vulnérables aux restrictions américaines) qu'il faut renforcer, notamment via la formation et l'attraction de talents. Alors que l'industrie chinoise pourrait manquer de 30 M de travailleurs d'ici 2025, la formation de talents a occupé une section importante du discours. Le dirigeant chinois a également insisté sur l'importance de créer des passerelles entre les sphères académiques et industrielles pour mieux valoriser la recherche, mais aussi la formation professionnelle. La volonté d'attirer des talents étrangers de haut niveau est également réaffirmée. Ces annonces sont dans la continuité des réformes initiées ces dernières années du système chinois d'innovation.

L'innovation et la recherche doivent rester la priorité. Une section du discours dédiée à « la science et l'éducation » a d'ailleurs été ajoutée par rapport à 2017, dans laquelle Xi fixe explicitement ses orientations : « Nous devons considérer la science et la technologie comme notre principale force productive, les talents comme notre principale ressource et l'innovation comme notre principal moteur de croissance ».

Confirmation de la feuille de route environnementale

Le discours de Xi Jinping lors du XX^e Congrès du PCC ne comporte pas de nouvelles annonces ou orientations de la politique climatique et environnementale chinoise. Le paragraphe consacré à l'environnement reprend les grandes lignes du discours devant le XIX^e Congrès il y a cinq ans, avec cependant une plus grande précision sur la plupart des sujets. Ainsi, la Chine entend maintenant « éliminer tous les épisodes sérieux » de qualité de l'air, la protection des écosystèmes étant désormais fondée sur les grandes politiques de ces dernières années (notamment la protection du Yangtsé et la réforme du système de parcs nationaux). Sémantiquement, on peut noter la quasi-disparition de l'expression de « civilisation écologique », habituellement promue par la Chine, notamment dans le thème de COP15 de la Convention sur la diversité biologique qu'elle préside cette année.

En matière énergétique, le discours de Xi Jinping cite la plupart des grandes énergies sur lesquelles repose le bouquet chinois, en commençant par le charbon (qui sera utilisé « *in a cleaner and more efficient way* »), mais mentionne également les « nouvelles énergies » (dont le développement devra être « accéléré »), le nucléaire ou les hydrocarbures (pour laquelle la Chine entend découvrir de nouvelles réserves et augmenter la production). Xi Jinping reprend dans son discours une expression maintenant habituelle pour décrire la transition énergétique : « *build the new first and dismantle the old later* ».

Ces orientations ont été précisées par le vice-administrateur de l'Administration nationale de l'énergie (NEA), Ren Jingdong, lors de la conférence de presse suite au discours de Xi. M. Ren y précise que la Chine vise à renforcer l'approvisionnement domestique en énergie avec des sources diversifiées tout en gardant le rôle de base du charbon et en accélérant la construction des infrastructures énergétiques, notamment les plateformes de stockage d'énergie et les terminaux de GNL.

Conjoncture

Conjoncture : la publication du PIB pour le 3^{ème} trimestre et des chiffres mensuels d'activités reportée à la veille de la date prévue

Lundi dans l'après-midi, le Bureau national des statistiques (NBS) a reporté la publication des chiffres d'activité économique et du secteur immobilier pour le mois de septembre, ainsi que celle de la croissance du PIB pour le 3^{ème} trimestre, qui devaient intervenir respectivement mardi et mercredi matin.

Ce report de dernière minute, pour lequel aucune explication officielle n'a été fournie, intervient alors que se tient cette semaine le XX^{ème} Congrès du Parti communiste chinois.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Ouverture financière : la CSRC exemptera certains fonds communs de placement étrangers des règles sur la négociation d'actions A à court terme

Dans le but d'ouvrir davantage le marché des capitaux du pays aux investisseurs étrangers, le régulateur chinois des valeurs mobilières (CSRC) permettra aux sociétés de fonds communs de placement étrangères qui détiennent 5 % ou plus des actions d'une société cotée en Chine continentale à effectuer des transactions à court terme sans renoncer aux bénéfices. Précédemment, dans le but de lutter contre la spéculation à court terme, la loi chinoise imposait à un actionnaire qui détient 5 % ou plus du capital d'une société cotée de rétrocéder à ces sociétés tous les bénéfices générés par (i) la vente d'actions dans les six mois suivant leur achat, et (ii) le rachat d'actions moins de six mois après leur vente. Cependant, les fonds communs de placement domestiques et le fonds de sécurité sociale national avaient déjà été exemptés.

Depuis l'ouverture du *Shanghai-Shenzhen-Hong Kong Stock Connect*, la proportion des investissements étrangers en actions A n'a cessé d'augmenter, en passant de 0,46 % à fin 2014 (145,2 Mds RMB), à 4,35 % à fin septembre 2022 (2 770 Mds RMB), dont 90 % via le *Stock Connect* et 10 % via les QFII. *Goldman Sachs* a prédit dans un rapport fin août 2022 que le flux de capitaux étrangers est durable à long terme, puisque les actions chinoises sont toujours sous-représentées dans les indices mondiaux et les portefeuilles de fonds internationaux, et que la proportion des actions A détenues par les étrangers passera à 9 % d'ici 2030.

Ouverture financière : la CBIRC autorisera les multinationales étrangères à créer directement des « sociétés financières internes » sur le continent, tout en durcissant les règles de gestion applicables à ce type de société, d'origine chinoise et étrangère.

Les groupes multinationaux étrangers pourront créer directement des sociétés financières internes sur le continent chinois, selon les « [Mesures de gestion sur les sociétés financières des groupes](#) » mises à jour publiées par la CBIRC le 13 octobre, qui entreront en vigueur à partir du 13 novembre, visant à élargir l'accès au marché chinois pour investisseurs étrangers. Les sociétés financières internes fournissent des services financiers aux entreprises membres locales des groupes. En vertu des règles actuelles adoptées en 2006, les investisseurs étrangers peuvent créer des sociétés financières internes de manière indirecte : d'abord en établissant une filiale à 100 % sur le continent chinois, qui elle-même sera ensuite autorisée à créer une filiale jouant le rôle de société financière interne. Les nouvelles règles permettront de se passer de l'étape de création d'une filiale intermédiaire. Fin juin, on comptait 254 sociétés financières internes des groupes en Chine, et seules quelques-unes ont été créées par des multinationales étrangères, dont Siemens et Panasonic.

De plus, d'après la CBIRC, les sociétés financières internes ont été utilisées par les entreprises comme une banque au rôle plus large que les relations internes au groupe, créant des risques pour le système financier. Dès lors, de nouvelles règles sont publiées en termes de conditions d'établissement, de champ d'activités et d'indicateurs réglementaires. Concrètement :

- **Conditions d'établissement** : actifs totaux de 30 Mds RMB (contre 5 Mds RMB dans la loi précédente), chiffre d'affaires de 20 Mds RMB (contre 4 Mds RMB), bénéfices bruts de 1 Md RMB (contre 200 M RMB) et les fonds propres de 5 Mds RMB (contre 800 M RMB).

- **Champ d'activités** : sont autorisés pour toutes ces sociétés les services de dépôts, de prêts et de règlements à destination interne au groupe concerné. En revanche, les opérations jugées plus risquées telles que les emprunts entre les sociétés financières internes ou les lettres de change ne seront possibles que pour des sociétés financières internes « qualifiées » et dûment autorisées.
- **Indicateurs réglementaires** : l'encours des prêts ne doit pas dépasser 80 % du solde des dépôts et des capitaux propres ; l'endettement extérieurs du groupe ne doit pas dépasser les fonds propres ; l'encours des lettres de change ne doit pas dépasser 15 % du total des actifs ; le total des lettres de change et le réescompte ne doit pas dépasser les fonds propres.

Marché boursier : baisse du marché boursier avec des flux de capitaux transfrontaliers sortants

Les annonces au cours du 20^e Congrès du Parti Communiste Chinois de cette semaine n'ont pas beaucoup d'effets positifs sur le marché boursier en Chine (notamment en raison de la poursuite de politique « zéro-Covid »), les bourses de Shanghai et de Shenzhen ont vu leurs indices baisser respectivement de -1,1 % et de -1,8 %, avec au total 29,3 Mds RMB de flux de capitaux sortants via les *Stock Connects*.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 17 et le 21 octobre	-2,6%	-1,1%	-1,8%	-1,6%	1,4%
Depuis le 1er octobre	-1,6%	0,5%	1,3%	4,6%	3,0%
Depuis le 1er janvier 2022	-24,2%	-16,5%	-26,5%	-27,9%	-30,8%

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Automobile : le Mondial de l'automobile de Paris 2022 illustre l'émergence des marques chinoises de véhicules électriques en Europe

A l'occasion du Mondial de l'automobile de Paris 2022, de nombreux constructeurs chinois (comme BYD, Great Wall Motors, ou encore Seres) ont dévoilé leurs nouveaux modèles de véhicules électriques alors qu'ils s'apprêtent à investir le marché européen. [D'après la Fédération européenne pour le transport et l'environnement](#), la part de marché des constructeurs chinois de véhicules électriques s'élèverait à 18 % dans l'Union européenne dès 2025 (contre 5 % au premier semestre 2022). Les exportations chinoises de véhicules vers l'UE, essentiellement constituées de véhicules électriques, ont enregistré une croissance record en 2021 (+232,3 % à 6,2 Mds USD, dont 5,4 Mds USD de véhicules électriques), laquelle reste dynamique sur les huit premiers mois 2022 (+87,6 % en g.a. à 6,6 Mds USD, dont 5,8 Mds USD de voitures électriques)¹.

Pour assurer leur déploiement sur le marché européen, les marques chinoises s'appuient notamment sur des réseaux de concessionnaires ou de loueurs (partenariat entre BYD et Sixt), et mettent en place des offres de *leasing* (Nio en Norvège). Les marques chinoises ont également des plans à long terme d'implantations industrielles et de localisation des chaînes de valeur (usine Nio de stations d'échange de batteries en Hongrie où CATL a annoncé un projet de *gigafactory* de batteries). Les marques chinoises devront néanmoins faire des efforts pour adapter leurs produits et renforcer leur image de marque en Europe, où elles restent largement méconnues.

Certaines entreprises européennes continuent à investir dans le secteur automobile en Chine, notamment Volkswagen qui a [annoncé](#) le 13 octobre un investissement de 2,4 Mds EUR, via sa filiale CARIAD, dans une coentreprise (60 %) avec l'entreprise chinoise Horizon Robotics (40 %), spécialisée dans la conception de puces pour la conduite autonome.

Semi-conducteurs : un marché « gris » se structure en Chine, entraînant des distorsions sur les chaînes d'approvisionnement et des risques de défauts sur les produits

D'après [Bloomberg](#), les sanctions américaines ainsi que les perturbations liées au Covid-19 ont favorisé l'émergence d'un marché « gris » des semi-conducteurs en Chine, dans un contexte de pénurie. Les puces destinées au secteur automobile seraient particulièrement concernées par ce phénomène, avec des risques associés en matière de sécurité des véhicules. La semaine dernière, le secrétaire général de l'Association chinoise des voitures particulières (CPCA), Cui Dongshu, a fait état de complications sur l'approvisionnement en puces d'entrée de gamme et en puces plus avancées, qui pourraient selon lui encourager les activités clandestines.

Cette situation se reflète également dans les échanges extérieurs de la Chine : le média russe [Kommersant](#) rapporte que le taux de défectuosité des exportations chinoises de semi-conducteurs vers la Russie a fortement augmenté après le début de la guerre en Ukraine, lorsque les sanctions occidentales ont contraint les entreprises russes à s'approvisionner auprès de nouveaux fournisseurs (notamment chinois). Ainsi, 40 % des puces importées de Chine seraient défectueuses, contre 2 % avant mars 2022.

¹ Source : douanes chinoises

Développement durable, énergie et transports

Ecologie : à l'aube de la CoP 14 de la Convention RAMSAR, la Chine publie un plan national sur la protection des milieux humides

Pays président de la 14^e conférence des parties (CoP) de la Convention RAMSAR, la Chine annonce deux semaines avant la CoP la publication d'un plan national sur la protection des milieux humides sur la période de 2022 à 2030. Le plan, publié conjointement par l'Administration nationale des forêts et des prairies (NFGA) et le ministère des Ressources naturelles (MNR), vise à atteindre 55 % des zones humides protégées en Chine d'ici 2025 (contre [52 %](#) en 2021). Pour ce faire, le pays s'engage à restaurer les zones humides dégradées, augmenter la couverture des mangroves et renforcer le cadre juridique relatif à la protection des milieux humides. Ainsi, sont déterminés six domaines prioritaires : mise en place d'un contrôle centré sur la superficie de zones humides ; établissement d'un cadre de gestion échelonné ; mise en œuvre des travaux de préservation et restauration (30 projets étant déjà identifiés) ; renforcement de la surveillance des ressources en milieux humides ; renforcement du soutien en termes de recherche et technologie ; participation active aux affaires internationales relatives aux zones humides. En outre, il est prévu de créer 20 nouvelles zones humides d'importance internationale et 50 au niveau national.

La Chine compte aujourd'hui une superficie totale de 56,4 M d'hectares de milieux humides et [64 zones humides](#) importantes à l'échelle internationale. Cependant, les phénomènes météorologiques extrêmes que subit le pays cette année ont eu un impact significatif sur ces milieux. A titre d'exemple, le lac Poyang, qui est le plus grand lac d'eau douce du pays et héberge à lui seul deux sites Ramsar ([n°550](#) et [n°2431](#)) dans l'est de la Chine, était [réduit](#) à seulement 10 % de sa taille habituelle en septembre dernier, à cause d'une vague de sécheresse inédite.

Energie : publication d'un plan pour la normalisation dans le secteur de l'énergie

L'Administration Nationale de l'Energie (NEA) a [publié](#) le 9 octobre 2022 un [plan de normalisation dans le secteur de l'énergie](#) pour aider le secteur à atteindre les objectifs climatiques chinois. Ce plan sert à opérationnaliser différents avis du Conseil d'Etat et du Comité central du PCC sur la normalisation à l'échelle nationale. Ces normes techniques sont considérées par les autorités comme des outils indispensables pour guider la trajectoire de décarbonation énergétique, avec un accent mis l'innovation technologique, la qualité et l'efficacité du système énergétique. D'ici 2025, un système de standards énergétiques structuré doit ainsi être établi pour soutenir la « transformation verte et bas carbone » du secteur énergétique.

Le plan présente trois domaines spécifiques dans lesquels l'établissement et le renforcement de normes est nécessaire :

- Energies renouvelables, notamment le solaire, l'éolien et le système électrique, nécessaire au développement des énergies renouvelables ;
- Réduction des émissions carbone dans les technologies émergentes (stockage, hydrogène) et dans les chaînes industrielles du secteur de l'énergie ;
- Efficacité énergétique pour la production, la conversion, le transport et l'utilisation de l'énergie conventionnelle.

Ce processus de normalisation permet non seulement à la Chine d'orienter sa transition énergétique au niveau domestique, mais elle est aussi un [outil d'influence au niveau international](#). La Chine joue ainsi un rôle important dans la normalisation internationale pour le solaire, et a participé à la formulation de 7 standards internationaux pour les énergies renouvelables connectées au réseau.

Transport aérien : les compagnies aériennes chinoises annoncent la réouverture de plusieurs fréquences internationales, mais les contraintes sanitaires demeurent

Sous l'impulsion des autorités, certaines compagnies aériennes chinoises [ont annoncé](#) leur intention de relancer plusieurs liaisons internationales dans le cadre de la saison aéronautique d'hiver. La principale compagnie aérienne du pays, Air China, a annoncé vouloir relancer des liaisons vers Manille, Jakarta, Tokyo, Varsovie, Athènes, Vancouver, Los Angeles et Toronto. La compagnie China Eastern prévoit d'exploiter 108 vols internationaux par semaine à partir de la fin du mois, soit le double d'aujourd'hui, vers des destinations telles que Bangkok, Tokyo, Séoul ou Dubaï. La compagnie China Southern prévoit de réaliser 86 vols hebdomadaires contre 71 actuellement, avec de nouvelles fréquences vers Jakarta, Tokyo, Dubaï, Manille, Phnom Penh et Bangkok.

Pourtant ces annonces ne s'accompagnent pour l'heure d'aucun relâchement des contraintes sanitaires liées à la politique « zéro Covid ». Les nouvelles fréquences concernent principalement des vols au départ d'aéroports secondaires, ceux de Pékin et Shanghai étant déjà saturés en raison des mesures sanitaires qui impliquent le déploiement de ressources importantes. En outre, l'activation répétée des mesures dites de *circuit breaker* depuis le début du mois d'octobre a conduit à l'annulation de plusieurs dizaines de vols internationaux. La compagnie Air France notamment s'est vue imposer deux activations consécutives du mécanisme de *circuit breaker*, conduisant ainsi à l'annulation de deux vols entre Paris et Shanghai.

Les mesures sanitaires strictes, qui limitent les déplacements interprovinciaux, affectent également le trafic aérien domestique dont [le niveau est au plus bas](#) depuis le début de la pandémie. Cette année, pour la *golden week* – vacances nationales d'une durée de sept jours début octobre, initialement lancées par le gouvernement chinois afin de promouvoir le tourisme domestique, le trafic aérien enregistré était de 45 900 vols domestiques, soit une diminution de 49% par rapport à 2021, et de 60% par rapport à 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Delta du Yangtsé : renforcement des zones de démonstration à faible émission de carbone

Dans le cadre des objectifs nationaux de neutralité carbone, la zone de démonstration pour le développement écologique intégré du delta du Yangtsé, impliquant la ville de Shanghai et les provinces du Jiangsu et du Zhejiang (bande territoire située le long du Yangtsé, à la frontière des 3 provinces), a publié deux [plans](#) pour coordonner le développement économique et le contrôle des émissions de carbone de la zone. D'ici 2025, la zone de démonstration s'efforcera de réduire l'intensité de la consommation d'énergie d'environ 15 % et l'intensité des émissions de carbone de plus de 20 % par rapport à 2020, sans toutefois s'engager à atteindre son pic d'émission en 2030.

Dans le premier plan, cinq grands principes sont détaillés pour atteindre ces objectifs : l'accompagnement de la transformation verte des industries et des technologies, l'augmentation des projets de R&D de technologies vertes, les économies d'énergie, la mise en commun des ressources de la région et le renforcement d'une organisation conjointe.

Le deuxième plan se concentre sur un salon *Watertown* (autour du site original du *Water Township Living Room*) qui permettrait de présenter des concepts et des technologies vertes à faible émission de carbone dans l'ensemble du processus de planification. Cette initiative devrait contribuer au rayonnement régional et national de la zone de démonstration à travers les solutions présentées dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, du transport, de la construction, de la consommation et de l'écologie. Il sera également question de réduction des émissions à la source et d'augmentation des puits de carbone.

Dans le même temps, des efforts supplémentaires seront faits pour intégrer les trois zones fonctionnelles industrielles, à savoir la ville ancienne de la recherche et de l'innovation (Jinze, Qingpu), la baie bleue intelligente (Fenhu, Wujiang) et la vallée pour les technologies numériques (Dashun, Jiashan). Ce volet permettra de renforcer les avancées dans les économies d'énergie pour les bâtiments, l'utilisation des énergies renouvelables, des transports verts, de la finance verte et du big data.

Enfin, les deux plans insistent sur l'importance d'harmoniser les normes environnementales de la région et sur la mise en œuvre de politiques de soutien et de subvention coordonnées par zones et régions.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Politique économique : le chef de l'exécutif John Lee annonce plusieurs mesures visant à lutter contre la pénurie de talents à Hong Kong à l'occasion de son premier discours de politique générale

Le chef de l'exécutif John Lee a livré le 19 octobre son premier discours de politique générale. Sur le plan économique, la plupart des annonces significatives visent à régler le problème de pénurie de talents auquel Hong Kong est aujourd'hui confrontée, après deux ans et demi de quasi-fermeture des frontières. La région administrative spéciale a en effet enregistré 113 000 départs de résidents entre juin 2021 et juin 2022.

Parmi ces mesures figure la mise en place d'un nouveau visa nommé « *Top Talent Pass Scheme* », d'une durée de 2 ans et destiné aux diplômés des « 100 meilleures universités du monde » ainsi qu'aux personnes pouvant justifier d'un salaire de 2,5 M HKD par an (318 000 USD). Ce visa pourra être délivré avant même l'obtention d'un contrat de travail local. Sa création intervient après l'annonce du lancement d'un programme similaire à Singapour en août dernier, permettant aux travailleurs étrangers d'obtenir un visa de 5 ans à condition de pouvoir justifier d'un salaire perçu en amont dépassant 250 000 USD par an. Le chef de l'exécutif a également annoncé le remboursement d'une partie du « droit de timbre » sur l'achat de résidences principales pour les nouveaux résidents en cas d'obtention du statut de résident permanent après 7 ans sur le territoire (les nouveaux résidents doivent actuellement s'acquitter d'un droit de timbre de 30% sur les transactions immobilières, contre 15 % pour les résidents permanents), toujours dans le but de pérenniser la présence des talents étrangers sur le territoire. Les entreprises pourront par ailleurs recruter des talents étrangers sans devoir justifier des difficultés rencontrées pour un recrutement local si le salaire annuel du poste à pourvoir s'élève à 2 M HKD par an au minimum, ou si celui-ci se trouve dans l'un des 13 secteurs considérés comme faisant l'objet de tensions.

John Lee a également annoncé la création d'un bureau pour attirer les entreprises stratégiques, nommé « OASES » (*Office for Attracting Strategic Enterprises*), qui sera placé sous l'autorité du Secrétaire aux finances Paul Chan. Dans la même optique, des équipes dédiées seront créées dans les bureaux économiques et commerciaux hongkongais à l'étranger, afin d'attirer « de manière proactive » des entreprises et des talents. 30 Mds HKD (3,8 Mds USD) du fonds souverain hongkongais nommé « *Future Fund* » seront par ailleurs dédiés à l'appui au financement des sociétés étrangères (et chinoises) s'installant à Hong Kong. Une entité permettant de consolider les fonds publics investis à travers le « *Hong Kong Growth Portfolio* », le « *GBA Investment Fund* » et le « *Strategic Tech Fund* » et d'en optimiser l'utilisation sera par ailleurs créée, sous le nom de « *Hong Kong Investment Corporation Limited* ».

Enfin, plusieurs annonces concernant le développement des transports ont été faites, avec le lancement de 6 projets de constructions d'infrastructures de transport routier et ferroviaire : l'« autoroute de la Northern Metropolis » (amélioration de la connectivité Est-Ouest dans les Nouveaux Territoires) ; la route de « contournement de Shatin » permettant de relier rapidement les quartiers de Tai Po et Kowloon Ouest ; le « tunnel de TKO – Yau Tong » visant à améliorer la desserte du quartier de Tseung Kwan O ; la ligne ferroviaire « Hong Kong-Shenzhen Ouest » qui reliera Hung Shui Kiu (Hong Kong) à Qianhai (Shenzhen) dans l'optique de la GBA ; la ligne de métro « Central Rail Link » qui deviendra la 12ème du réseau MTR, reliant Yuen Long à Kowloon Tong

et enfin l'extension vers le sud de la ligne de métro « Tseung Kwun O Line ». Les consultations publiques sur ces six projets débiteront avant la fin de l'année.

Bourse : HKEX voit ses bénéfices se contracter de 28 % au T3-2022

L'opérateur de la bourse de Hong Kong HKEX a publié des résultats en nette diminution au titre du 3^{ème} trimestre, avec un chiffre d'affaires en baisse de 18 % et des bénéfices en recul de 28 %. HKEX s'est trouvé principalement pénalisé par la forte baisse des volumes échangés (-31 % en g.a au T3-2022), dans un contexte d'attente des investisseurs en lien avec la remontée des taux, le ralentissement de la croissance en Chine et les tensions géopolitiques. Les IPO ont toutefois marqué une légère reprise au cours de la période, avec 29 opérations pour un montant total de 53,5 Mds HKD (6,8 Mds USD), contre 19,7 Mds HKD au cours des 6 premiers mois de l'année. L'indice HSI a par ailleurs atteint son niveau le plus bas depuis 13 ans le 20 octobre à 16 056 points, en baisse de 30 % depuis le début de l'année.

Emploi : le taux de chômage baisse à nouveau en septembre, à 3,9 %

Le taux de chômage a reculé de 0,2 points au cours du trimestre glissant juillet 2022 – septembre 2022, marquant un 4^{ème} recul mensuel consécutif à 3,9 %. Il avait atteint un point haut à 7,2 % en décembre 2020 – février 2021 avant de se contracter régulièrement depuis. Cette baisse du taux de chômage intervient malgré la hausse de la population active enregistrée au cours de la période (+0,4 %, soit, la plus importante enregistrée depuis 8 ans) en lien avec l'allègement progressif des mesures sanitaires en vigueur après de nombreux trimestres de baisse enregistrés depuis le début de la pandémie.

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Marché boursier : la valeur des transactions journalières en baisse sur les neuf premiers mois 2022

[Selon un rapport de la DGBAS s'appuyant sur les statistiques de la Taiwan Stock Exchange Corporation](#) (TWSE), la valeur des transactions journalières a diminué en septembre de 33 %, en glissement annuel, à 245 Mds TWD (près de 8 Mds EUR), enregistrant sa 9^{ème} baisse mensuelle consécutive. Au cours des neuf premiers mois de l'année, la valeur totale des transactions boursières a décliné de 36 % à 55 000 Mds TWD (1 780 Mds EUR). Les investisseurs individuels et institutionnels taiwanais ont réalisé respectivement près de 62 % et 10 % des transactions totales sur les neuf premiers mois de l'année, contre 28 % de transactions réalisées par des investisseurs étrangers (+6 %). L'indice TAIEX a chuté pendant cette période d'environ 25 %, passant de 18 000 points en moyenne en janvier à 13 400 fin septembre (voire à 12 810 points le 13 octobre).

Finance: les trois banques internet enregistrent des pertes depuis leurs créations

[Selon les chiffres de la FSC](#), à la fin juillet 2022, Next Bank (officiellement opérationnelle depuis janvier dernier) aurait déjà accumulé des pertes de l'ordre de 1,8 Md TWD, Rakuten (décembre 2020) 1,1 Md TWD, et Line Bank (mars 2021) 0,9 Md TWD, soit au total pour ces trois nouvelles banques 3,8 Mds TWD de déficit (123 MEUR). La FSC précise que ces trois banques comptent au total plus de 1,4 M de clients avec des dépôts d'environ 63 Mds TWD (2 Mds EUR), LINE Bank représentant la part la plus importante avec 86 % des clients et 57 % des dépôts.

Semi-conducteurs : le partenariat entre Foxconn et Vedanta se concrétise

Suite à la signature [d'un partenariat avec le groupe Vedanta](#) et Foxconn, en février 2022, dans le domaine de la production de semi-conducteurs, la presse reprend l'annonce du groupe indien selon laquelle le site de production, localisé dans l'Etat de Gujarat à Dholera, dédié à la production de semi-conducteurs de 28 nm, pourrait être [opérationnel dès 2025-2026](#). Ce projet bénéficie d'un investissement de près de 20 Mds USD.

Semi-conducteurs : le chairman de TSMC anticipe des temps difficiles pour la filière taiwanaise

Suite aux dernières annonces du Département du Commerce américain du 7 octobre pour limiter la Chine sur le secteur des semi-conducteurs, Mark LIU, Chairman du groupe TSMC, qui s'exprimait lors de l'ouverture de la convention annuelle de la *Taiwan Semiconductor Industry Association*, a mis en garde la filière [contre des défis plus difficiles à venir](#). Si TSMC bénéficie d'un sursis d'un an grâce à l'obtention d'une licence lui permettant notamment de ne pas entraver ses achats d'équipements pour son site de Nanjing, les conséquences sont néanmoins encore difficiles à évaluer, y compris en termes de ressources humaines, puisque ces nouvelles mesures auront un impact sur les détenteurs de passeports américains. Du côté des autorités taiwanaises, WANG Mei-hua, Ministre de l'économie, [s'est voulue rassurante](#), tenant à souligner que la plus grande partie de la production de semi-conducteurs, sortie des fonderies taiwanaises, était réalisée à Taiwan, que la petite portion réalisée en Chine était cantonnée aux procédés les plus anciens, et que les nouvelles mesures américaines ne ciblaient pas les produits de grande consommation.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang
Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren,
Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat,
Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li
Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang,
Charlotte Lau, Max Chang, Alain Chouan, Pascal
Millard, Maria Girard

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr